

Economie et société: fragmentations ou refondations?

« La mondialisation n'est pas un phénomène récent, mais le renforcement des liens d'interdépendance économique et l'élargissement des échanges aux champs de l'information, de la culture et des modes de vie marquent une étape nouvelle, ressentie comme telle par chaque citoyen. »

Le thème d'une université d'automne de la Ligue des droits de l'Homme n'est pas anodin, il est chaque année débattu et voté par le Comité central. Il traduit un besoin de connaissance et de réflexion mais s'inscrit aussi dans un contexte politique : nos universités ne sont pas académiques. En ce qui concerne l'édition des 29 et 30 novembre derniers, il ne s'agit pas d'affirmer un quelconque primat de l'économie sur notre société, comme la première partie du titre (« Economie et société ») pourrait le laisser croire, mais d'explorer les mille transformations que celle-ci connaît sous le surplomb de la crise internationale. Quant à la seconde partie, « fragmentations ou refondations ? », elle invite à dépasser les attitudes de dénonciation, pour aller vers la construction de perspectives politiques. La société française est « travaillée » par des changements profonds et contradictoires. On dit qu'elle est en crise (mot dont on use ou abuse depuis les années 1960 !), et que cette crise est tout à la fois économique, sociale, environnementale, politique, etc. Notre société n'a bien sûr jamais été figée, ni consensuelle, mais elle a pu connaître naguère des changements et des conflits aux effets, contradictoirement, intégrateurs. Il en va autrement

aujourd'hui, quand les changements en cours ne semblent pas dessiner des perspectives claires, identifiables, encore moins porteuses de sens. L'avenir n'est plus ce qu'il était. Il est vrai que l'économie (« l'économique ») joue un rôle primordial, voire écrasant, dans notre société. Les exigences de compétitivité des pans de l'appareil productif soumis à la concurrence internationale mettent en tension tout le champ social. La marchandisation s'élargit à des domaines

que nous tenons comme relevant d'autres logiques : l'enseignement, la santé, la culture, la sûreté, etc. Enfin, la mauvaise situation économique de notre pays s'accompagne d'un accroissement des inégalités et pèse sur toutes les dimensions de la vie individuelle et sociale à travers la précarité, le chômage, la pauvreté, allant jusqu'à la désaffiliation.

Un bouleversement de l'ordre ancien

Des changements sociologiques, culturels, anthropologiques, politiques etc., touchent les fondements de notre organisation sociale. La famille, institution essentielle, est en profonde recomposition et fait l'objet de débats politiques intenses, y compris en réaction à des transformations qui semblent pourtant acquises. L'identité nationale réclame une redéfinition, tant pour des raisons internes (l'entrée dans la société d'immigrés d'origines géographiques et culturelles plus lointaines) qu'externes (l'appartenance de la France à l'Union européenne, la mondialisation qui est économique mais aussi médiatique, culturelle, etc.).

Un seul regard ne suffit pas à embrasser toutes ces questions. Il faut à la fois mobiliser plusieurs disciplines, à travers des expertises scientifiques ou militantes, et envisager plusieurs échelles territoriales et institutionnelles. Les approches quantitatives, quand elles sont possibles, viennent cadrer des recherches d'explication et d'appréciation des faits et d'élaboration de projets. On mesure, en particulier, les inégalités économiques et sociales et leur évolution, à l'échelle de la France et de l'Europe. L'approche par les territoires recoupe ces données nationales et européennes, introduisant une dynamique dans leur constitution et les problèmes qu'elles soulèvent. On constate notamment que notre système de protection sociale et de solidarité, auquel la grande majorité des Français est très attachée, est médiocrement efficace et fort fragile, qu'il lui

faut se transformer et acquérir une dimension européenne pour perdurer.

Les techniques actuelles de traitement de l'information donnent aux pouvoirs publics, démocratiques ou non, mais aussi à des entreprises privées, des possibilités décuplées d'observation et de contrôle. Nos droits de l'Homme restent le point de repère pour apprécier ces évolutions, leurs dangers, les manières de préserver les conditions de la liberté.

La mondialisation n'est pas un phénomène récent, mais le renforcement des liens d'interdépendance économique et l'élargissement des échanges aux champs de l'information, de la culture et des modes de vie marquent une étape nouvelle, ressentie comme telle par chaque citoyen.

Le bouleversement de l'ordre ancien a des effets clivants, il alimente la fragmentation voire l'individuation, entre ceux qui y trouvent une place et lui donnent un sens, et ceux qui en sont exclus. Il s'accompagne de résistances, que l'on qualifiera, selon les cas, de progressistes ou de réactionnaires.

Une nouvelle ère, celle de l'« anthropocène »

Ces résistances peuvent prendre la forme de replis identitaires pour résister au sentiment de dissolution dans un ensemble trop vaste, d'enfermement, où chaque groupe défendrait ses intérêts, ou ce qu'il croit tels, contre les autres. L'antiracisme ou la laïcité, préoccupations historiques des ligueurs, n'échappent pas à ces évolutions, quand notre approche universaliste et inclusive est combattue par une approche communautaire, hostile aux solidarités transversales.

Tout en se présentant comme le rempart contre le communautarisme, l'extrême droite diffuse son idéologie xénophobe et met en cause, par ses menaces, l'école républicaine et l'égalité entre les hommes et les femmes. Ici encore, et comme en matière économique, le prisme territorial nuance les analyses générales et dévoile la variété des configurations, et notamment les diverses

formes de citoyenneté qui se reconstituent et s'emboîtent, à plusieurs échelles géographiques et politiques, sans s'exclure.

Enfin, ce dossier se conclut sur l'énorme enjeu que constitue l'entrée dans l'ère de « l'anthropocène », ainsi que l'on désigne une nouvelle époque géologique, qui aurait débuté avec la révolution industrielle, où l'influence de l'Homme sur le système terrestre est devenue prédominante.

On ne passe pas aisément d'une économie industrielle à une « économie de la connaissance », d'une croissance extensive à un développement durable.

Les phénomènes eux-mêmes (l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, le changement du climat) sont mondiaux, les solutions doivent l'être aussi. La catégorie du « commun » doit entrer dans nos analyses. Etablir un mode adéquat de « gouvernance » se heurte évidemment à d'immenses difficultés techniques, économiques, politiques. Chaque Etat a tendance à défendre ce qu'il croit être ses intérêts (à court terme), quand c'est un point de vue partagé et à long terme qu'il faudrait établir. La conférence des Nations unies sur le climat, organisée en 2015 à Paris, dite COP 21, sera un moment important de cette recherche. Succès, échec, avancée partielle ? Il serait opportun que les défenseurs des droits de l'Homme y fassent entendre leurs points de vue et propositions. Par sa diversité, par sa nouveauté, par les alarmes qu'il évoque, l'ordre du jour de cette université d'automne n'est pas rassurant. Il ne vise pas à reproduire un discours politique convenu. Mais une telle quête, évidemment à poursuivre, est indispensable pour que la LDH puisse continuer à jouer son rôle. Les droits de l'Homme sont pour nous une constante. Les conditions de leur exercice sont en recomposition permanente.

Michel SAVY, responsable du groupe de travail LDH « Economie, travail et droits de l'Homme », membre du Bureau national de la LDH



AU SOMMAIRE

► **En France, toujours plus d'inégalités sociales**
Alexis Tchernovanoff **38**

► **Vers une fin des principes d'égalité territoriale ?**
Philippe Estèbe **40**

► **Territoires, démocratie et droits de l'Homme**
Jean-Pierre Dubois **43**

► **Inégalités et répartition Vues d'Europe**
Michel Savy **46**

► **Conflits identitaires et communauté de destin : l'exemple corse**
André Paccou **50**

► **Des renouveaux nécessaires**
Pierre Tartakowsky **52**